

Importation de la viande—Loi

ne recyclons pas le fumier dans notre pays, pour autant que je sache. Ne riez pas. Ce fumier vaut \$200 la tonne selon le cours actuel.

Une voix: C'est de l'or!

M. Hamilton: Il est sous forme d'aliments purs que l'on peut recycler directement pour nourrir les bovins, qu'il s'agisse de vaches laitières ou autres. A mon avis, nous avons les connaissances voulues pour le faire. Il y a eu une conférence à Regina il y a environ cinq ou six ans, dont les résultats ont été publiés. Il faudrait que ceux qui parlent des problèmes d'élevage en prennent connaissance, car si quelqu'un peut obtenir davantage du fumier tiré de ses bêtes que de ses bovins proprement dits, il ne devrait pas faire la fine bouche et ne pas hésiter à gagner sa vie ainsi. Je l'ai déjà vu faire, mais nous avons toujours évité d'en parler. Croyez-moi, dans la situation où se trouve l'élevage bovin au Canada, nous ferions mieux de commencer à envisager cette méthode. Elle n'est possible que pour les gros éleveurs, et peut-être les gouvernements devraient-ils s'en occuper. Mais ce serait une activité rémunératrice pour celui qui s'y risquerait.

Je vous remercie d'avoir écouté ce discours décousu. J'espère que le ministre—je sais qu'il m'a écouté—retiendra certaines des idées que j'ai exprimées et exercera les pressions nécessaires sur les intéressés. Une telle mesure serait très profitable à l'élevage dans notre pays.

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'intervenir dans la discussion du bill C-46. C'est un texte de valeur qui va aider nos agriculteurs et nos éleveurs. Il a été examiné à la Chambre, et d'après les discours que j'ai entendus jusqu'ici, tous les partis l'ont trouvé avantageux pour le secteur agricole. Mais je pense que la population du pays en retire la fausse impression que là se bornent ses avantages, et je tiens à dire qu'il apporte des avantages énormes au consommateur canadien.

M. Baker (Nepean-Carleton): Bravo!

M. Malone: En vérité, si l'on croit aujourd'hui au Canada que notre viande rouge ou notre bœuf se vend trop cher, c'est que de 1973 à 1976 nous avons ouvert les vannes aux importations de bœuf de Nouvelle-Zélande et d'Australie, et que les consommateurs du Canada, quand ils ont eu l'avantage énorme d'acheter la viande pour rien du tout, n'ont pas pensé qu'un jour il faudrait payer. Donc, s'ils ont pu se payer le luxe de consommer de bonnes protéines à bon marché, aujourd'hui il faut qu'ils passent à la caisse, parce que les agriculteurs ont dû tellement réduire leur stock de géniteurs qu'aujourd'hui il y en a une pénurie dans le pays.

Il y a diverses choses que j'aimerais dire au début de ce discours. En premier lieu, on a félicité le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), ici présent aujourd'hui, d'avoir présenté ce bill. Je lui en sais gré moi aussi, mais il sera sûrement d'accord avec moi pour marquer la part qu'y a prise le député de Medicine Hat (M. Hargrave), qui a été l'un des principaux auteurs d'un texte semblable dans le peu de temps que nous avons été au pouvoir en 1979. Sur beaucoup de plans, le texte aujourd'hui à l'étude est repris de celui du gouvernement précédent. Cela a déjà été dit.

Nous sommes d'accord sur le principe du bill et nous croyons également qu'il contribuera largement à assurer le contrôle des importations de viande rouge produite hors du

continent. Il reste qu'il laisse trop de latitude au ministre—ce qui s'éloigne de notre projet—et qu'il risque, selon moi, de laisser la porte ouverte à de dangereuses tractations dans l'industrie bovine.

J'imagine très bien une situation où, à la veille d'élections, sachant que la majorité des Canadiens habitent Toronto, Montréal et Vancouver et que ces villes constituent des marchés, le gouvernement en place, quel que soit son appartenance politique, pourrait être tenté de proposer une réduction des prix alimentaires et d'avoir recours aux pouvoirs conférés par la loi. Cette situation est, à mon sens, très regrettable car le bill aurait, à mon avis, mieux protégé les producteurs et les consommateurs s'il n'avait pas conféré autant de pouvoirs au ministre, car il risque d'en user à des fins à court terme qui, à long terme, iront à l'encontre des intérêts de l'ensemble de la population.

Je tiens à dire également que le bill nous prédit un avenir excellent. Il jouera probablement un rôle de plus en plus important d'ici 20 ou 30 ans.

Les questions d'actualité au Parlement en ce moment sont la constitution et l'énergie. Selon moi, ces questions représenteront peu de choses en comparaison des questions dont nous discuterons à la fin du siècle. Je suis persuadé que le grand problème—pas seulement pour le Canada mais également pour le monde entier—sera la production et la distribution de nourriture.

La situation mondiale actuelle est la suivante: tous les jours, 12,000 enfants de moins de cinq ans meurent de faim. Par ailleurs, les quatre cinquièmes de la population souffrent de malnutrition. Faute de suffisamment de protéines dans leur alimentation, près de 70 millions d'individus sont victimes chaque année de maladies cervicales incurables. Dans le même temps, la population mondiale augmente chaque année d'environ 77 millions d'individus. C'est un chiffre effarant lorsqu'on songe que c'est trois fois la population du Canada. Chaque année, la population du globe augmente d'autant.

Si je vous dis cela maintenant, au moment où nous étudions un bill sur les importations de viande, c'est parce que dans une grande mesure, la viande sera de nouveau produite dans les pâturages, en tous cas dans une plus grande mesure qu'elle ne l'est aujourd'hui. En effet, l'humain peut vivre avec une ration quotidienne de deux livres de céréales. Il peut aussi vivre avec deux livres de viande par jour. Cependant, il faut 18 livres de céréales pour produire deux livres de viande. Par conséquent, une partie de plus en plus notable des riches terres noires du Canada servira de nouveau à la culture des céréales à l'avenir et l'humain consommera surtout des céréales, la viande devenant une denrée de luxe, d'où l'importance du bill C-46. Il rendra l'industrie stable et prévisible. C'est cependant à longue échéance que cette mesure se révélera un facteur d'équilibre.

Mon collègue du Nouveau parti démocratique, le député de Humboldt-Lake Centre (M. Althouse) a dit que la proximité des États-Unis le préoccupe parce qu'ils ont une population dix fois plus forte que la nôtre, ce qui peut constituer une menace, d'après lui. Je me bornerai à dire que c'est de très bon augure pour nos agriculteurs et nos éleveurs. En effet, grâce à la proximité d'un marché dix fois plus grand que le nôtre, il sera probablement possible de maintenir nos prix dans ce secteur; par ailleurs, nos agriculteurs et nos éleveurs seront certains de retirer un revenu décent de leur production, pour autant que